

# ALERTE GÉNÉRALE : LE GOUVERNEMENT MACRON PRÉPARE UN NOUVEAU BRAQUAGE CONTRE LES RETRAITÉS !

A L'ATTENTION DE TOUS LES  
SYNDICATS D'ACTIFS ET SECTIONS  
D'ACTIFS ET DE RETRAITÉS DU  
COMITÉ RÉGIONAL FILPAC CGT  
AQUITAINE.

Le gouvernement tente de s'accaparer des excédents dégagés par la gestion (paritaire) des caisses complémentaires AGIRC-ARCCO... Cette opération mafieuse, orchestrée par le ministre du Travail et interprété par les députés et sénateurs de droite, tend à récupérer le fric des cotisations sociales versées par les travailleurs (et les employeurs) pour « financer la Sécurité Sociale »... et plus si affinités...

Et le ministre de préciser « ...si les partenaires sociaux n'acceptent pas d'eux-mêmes cette ponction, le financement de la Sécurité sociale l'imposera ! ». Sous entendu, nous passerons de nouveau avec le 49-3 !

**EN CLAIR, ET « QUOI QU'IL EN COÛTE »,  
LE GOUVERNEMENT VEUT PASSER EN FORCE !**

La CGT, dont son CRA FILPAC Aquitaine, s'opposent à ce braquage organisé, et exige la généralisation d'un refus catégorique de ce funeste projet sur nos cotisations de retraites complémentaires. D'autant que, si aujourd'hui ils ne visent que les « excédents de gestion de la caisse », demain ils cibleront carrément la caisse en intervenant directement dans la gestion.

**La CGT, dont son CRA FILPAC  
Aquitaine, s'opposent à ce braquage  
organisé (...)**



Le CRA FILPAC Aquitaine demande à l'ensemble de ses militants d'informer l'ensemble des salariés et retraités, de les mobiliser et de faire signer massivement la pétition ci-jointe.

Contactez les autres organisations syndicales de cette démarche car, à ce jour, toutes les confédérations syndicales sont opposées à ce rapt. (CFDT- FO- CGC- CFTC- SOLIDAIRES...).

A noter que même le MEDEF est contre, mais sûrement pas pour les mêmes raisons : au nom de la « baisse du coût du travail... et des « charges » sociales, le patronat est prêt à tout et craint certainement une hypothétique augmentation des cotisations (patronale)!

**Enfin, nous devons réagir rapidement, notamment en intervenant fortement et fermement lors des réunions des prochains CSE dans les usines...** (actifs accompagnés par une délégation de retraités). •